LA DÉCADE PÉRONISTE

présentée
par Georges Béarn

COLLECTION ARCHIVES

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.
© Éditions Gallimard/Julliard, 1975.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

1

Le 17 octobre

Extrait de la publication

Mars 1945. La Seconde Guerre mondiale touche à sa fin. L'offensive des Ardennes, dernière contre-attaque du Reich, vient d'échouer; les armées alliées s'avancent en territoire allemand; les Occidentaux sont sur le Rhin et les Soviétiques approchent de Berlin. Pour les militaires argentins, au pouvoir depuis juin 1943, sonne l'heure des bilans et des reconversions. Le gouvernement de facto, *qui a pratiqué pendant le conflit une politique ambiguë de neutralité, cherche désespérément une porte de sortie. Il élimine des postes diplomatiques les éléments nationalistes les plus compromis avec l'Axe, déclare au dernier moment la guerre à l'Allemagne et au Japon et négocie à la conférence de Mexico sa réintégration dans le concert des républiques américaines; il prépare même son admission aux Nations unies. Ainsi, au prix de quelques grincements de dents militaires, de quelques blessures pour l'amour-propre national, le gouvernement Farrell-Perón semble s'en tirer à bon compte.*

L'intervention des Etats-Unis

Cependant, le Département d'Etat est divisé sur la conduite à adopter à l'égard de l'Argentine. Dans les dernières semaines avant la mort de Roosevelt et dans les premières de l'administration Truman, la diplomatie de Washington est quelque peu hésitante, du moins dans le domaine des affaires inter-américaines. Le secrétaire d'Etat Stettinius, très occupé ailleurs, délaisse ce secteur et s'en remet à ses subordonnés. Deux clans s'affrontent. Les partisans de la manière forte, l'ancien secrétaire d'Etat Cordell

Extrait de la publication

Hull en tête, exigent que l'Argentine s'aligne complètement sur les Alliés, en fait sur les Etats-Unis, et retrouve des institutions démocratiques avant d'entrer aux Nations unies; ils souhaitent, au fond, la chute des militaires argentins. Les partisans d'une ligne plus souple, bien représentés par Sumner Welles — ancien ambassadeur à Cuba, ancien secrétaire d'Etat adjoint, diplomate très averti des affaires latino-américaines — cherchent la reprise des relations commerciales, ne veulent pas provoquer de front le nationalisme argentin et sont prêts à s'accommoder du gouvernement Farrell-Perón. En mai 1945, lorsque Spruille Braden est nommé ambassadeur à Buenos Aires, ce sont les tenants d'une politique dure qui triomphent. Et Sumner Welles ne manque pas de relever les erreurs de son rival, Braden.

Au cours de sa carrière, M. Braden avait cherché inlassablement à renforcer la sécurité du continent américain, donc la protection des Etats-Unis, en extirpant toute trace d'activité de l'Axe dans le Nouveau Monde. Cependant on est en droit de se demander si les méthodes de M. Braden permettaient d'obtenir les résultats souhaités, si sa ligne de conduite ne devait pas entraîner, inéluctablement et inutilement, une vague de ressentiment contre les Etats-Unis, en donnant la nette impression que le gouvernement nord-américain imposait sa loi aux autres peuples du continent, qu'en outre il violait les engagements pris publiquement devant les républiques latino-américaines en intervenant directement dans leurs affaires intérieures et en méprisant leur souveraineté.

Ces problèmes se posèrent avec acuité pendant les quelques mois du séjour de M. Braden à l'ambassade de Buenos Aires. A son arrivée, le colonel Perón dirigeait manifestement le gouvernement argentin. La presse nationale et les correspondants étrangers subissaient les intimidations et la censure. Les partis démocratiques, hostiles à la dictature, vivaient des moments difficiles, ils étaient privés de toutes les garanties constitutionnelles. Sous des prétextes plus ou moins fallacieux, on emprisonnait non seulement les dirigeants du Parti communiste, qui n'avait

jamais obtenu la reconnaissance légale, mais aussi des dirigeants d'organisations aussi traditionnelles que le Parti socialiste et le Parti radical. Les manifestations de sympathie de l'ambassadeur de la grande démocratie du Nord à l'égard de mouvements démocratiques argentins, ses efforts insistants pour que les représentants de la presse jouissent d'une liberté authentique, étaient parfaitement valables; ils étaient même justifiés. Si M. Braden s'était limité à ces actions, légitimes au plan diplomatique, il aurait bien servi, à mon avis, la cause de la démocratie. Il aurait atténué le sentiment que les Etats-Unis cherchaient à dominer la nation argentine. Au contraire, il accentua cette impression en laissant croire qu'il voulait renverser le gouvernement argentin et lui substituer un autre gouvernement plus favorable à Washington.

Immédiatement, M. Braden se lança dans une âpre querelle, très personnalisée, avec le colonel Perón. Il fit une série de conférences publiques dans la capitale argentine; dans ses discours, il dénonçait, d'un ton acerbe, les hommes au pouvoir. Il entreprit ensuite un voyage dans l'intérieur du pays et utilisa des procédés semblables. On en venait parfois à se demander s'il ne s'agissait pas d'une campagne électorale dans laquelle l'ambassadeur des Etats-Unis se serait porté candidat. Pour toute l'Amérique latine, M. Braden devint l'adversaire personnel du colonel Perón [1].

La montée de l'opposition

Lorsque les Alliés, victorieux, prétendent imposer partout la paix et la démocratie, lorsque l'ambassadeur de la première puissance mondiale se lance dans une campagne virulente contre le gouvernement auprès duquel il est accrédité, lorsque le patronat argentin exige publiquement l'abandon des projets de lois sociales du secrétariat d'Etat au Travail, lorsque les principaux partis politiques renaissent au grand jour après trois ans d'état de siège et se liguent contre le régime militaire, alors,

en juin et juillet 1945, les correspondants étrangers commencent à douter des chances de survie du gouvernement Farrell-Perón.

Un an et demi après son arrivée au pouvoir, le général Farrell ne paraît guère avoir pour lui, en dehors de l'armée et d'une minime partie du clergé, que sa volonté d'y rester. Les ouvriers, qu'il avait tenté de s'acquérir par une politique assez hardie de sécurité sociale, lui pardonnent mal d'avoir remplacé par des délégués gouvernementaux les dirigeants syndicalistes qu'il a jetés en prison. Les propriétaires fonciers, menacés par les cours du blé de perdre dans le pays leur influence traditionnelle, lui ont retiré l'appui qu'ils étaient d'abord disposés à lui accorder. Quant aux industriels et aux commerçants, après avoir espéré que la réduction des importations et le programme de réarmement du nouveau gouvernement se traduiraient par l'essor de la production argentine, ils n'ont pas tardé à se plaindre de l'ingérence des militaires dans les affaires économiques : la classe moyenne, en pleine ascension, est ainsi devenue l'âme de l'opposition au régime.

Devant cette hostilité unanime, le gouvernement avait le choix entre une politique de force et une politique de souplesse : il les a tour à tour essayées l'une et l'autre. Usant d'abord de la répression, il a renforcé le système de police sur lequel se fondait son autorité; mais il n'a pu empêcher l'opposition de se manifester, parfois avec violence, comme l'ont prouvé les incidents de ces dernières semaines. Le gouvernement s'est donc décidé, sur l'initiative du colonel Perón, vice-président et titulaire de plusieurs postes ministériels, à desserrer quelque peu l'étreinte. S'affirmant l'adversaire du capitalisme exploiteur, il a, dans une série de grèves récentes, pris le parti des ouvriers; il a annoncé des élections pour cette année, autorisé les communistes à y prendre part, nommé au ministère de l'Intérieur un radical, M. Quijano, dont la première mesure a été de lever l'état de siège en vigueur depuis bientôt quatre ans. Désorientés sans doute par ce brusque changement de bord, plusieurs ministres conserva-

Extrait de la publication

teurs, dont M. Ameghino, qui détenait le portefeuille des Affaires étrangères ont, sous divers prétextes, donné leur démission. Ce sont encore des radicaux qui viennent de leur succéder.

L'intention du gouvernement, et tout spécialement du colonel Perón, qui en est la cheville ouvrière, semble être de s'assurer aux futures élections un appui populaire, et de diviser à son profit l'opposition radicale. Or, celle-ci, qui disposerait, paraît-il, des deux tiers de l'électorat, est déjà en voie de dislocation, les « unitaires », partisans d'un front national contre la dictature, se heurtant notamment aux « intransigeants », qui croient le parti assez fort pour remporter seul la victoire. Son habileté et son énergie suffiront-elles au colonel, qui vise la présidence et qui est bien placé pour « préparer » les élections, à faire triompher son dessein [2]?

On pourrait en douter. La libération des prisonniers politiques, la réintégration des universitaires révoqués en 1943, la promesse d'élections libres avant la fin de l'année, les négociations avec les politiciens radicaux, en un mot la normalisation intérieure tentée par Perón ne désarment pas l'opposition. Pendant trois mois, d'août à octobre, la tension monte. Buenos Aires connaît presque tous les jours des manifestations. Le 10 août, pour célébrer la reddition japonaise, les étudiants défilent, affrontent la police et laissent deux morts sur le pavé. Le 11 août, nouvelle concentration plaza San Martin, nouvelles démonstrations antimilitaristes, nouveaux tirs de la police. Le 17 août, devant ses compatriotes réunis au théâtre de l'Opéra, l'ambassadeur Braden réclame ouvertement la destitution du gouvernement militaire. A la fin du mois, les ministres n'osent pas assister à la traditionnelle fête de la Société rurale; ce qui n'empêche pas les fils de famille et les dames de la haute société de les injurier et de les siffler copieusement. Le lendemain, les étudiants décident une grève d'une semaine à l'Université. Enfin, l'agitation culmine le 19 septembre avec la marche de la Constitution et de la Liberté. *Six cent mille personnes, aux dires des organisateurs, manifestent en*

plein centre de Buenos Aires en brandissant des drapeaux argentins, en chantant La Marseillaise *et en criant* Que se vayan al cuartel *(Qu'ils rentrent dans les casernes),* Votos si, botas no *(Les votes oui, les bottes non).*

A la fin de septembre et au début d'octobre, l'opposition semble l'emporter. La bataille de rue est virtuellement gagnée; la grande presse appuie le mouvement; les partis politiques, des conservateurs aux communistes, mènent un combat commun contre le gouvernement. Le pouvoir vacille. Il reste encore à convaincre quelques officiers de retirer leur soutien à l'équipe Farrell-Perón; et celle-ci s'écroule. Alors, le gouvernement joue son va-tout; il rétablit l'état de siège, la censure, les emprisonnements. Aussitôt l'agitation reprend, violente, exacerbée. Les souvenirs de Maria Flores, anti-péroniste farouche, évoquent assez bien le climat des premiers jours d'octobre.

Le matin du 12 octobre 1945, alors qu'une ombre verte annonçait le printemps sur les branches dénudées des acacias, une foule se rassembla sur la Plaza San Martin située à l'extrémité élégante de la Calle Florida, sur la falaise qui surplombe le port où se tenait autrefois le marché aux esclaves. D'un côté, le majestueux Plaza Hôtel toise d'un air dédaigneux un parvenu de gratte-ciel; de l'autre s'élèvent des palais massifs de style baroque qui appartenaient récemment encore aux patriciens. Un de ces *palacios* dont les grilles de fer forgé et doré s'élèvent à la hauteur d'un deuxième étage était occupé par le *Circulo Militar,* le Cercle des Officiers. Sur la façade, quelqu'un avait tracé à la craie : « Perón à la potence! »

La foule qui se pressait sous les fenêtres seigneuriales du Cercle ne ressemblait pas à cette pègre que l'on peut racoler dans toutes les villes pour une manifestation. Quelques étudiants, bien sûr, mais une majorité d'hommes d'affaires ou de loi, de ménagères, d'écrivains, de médecins et d'artisans. Exaspérés, ils demandaient à grands cris des élections libres, la suppression de la tyrannie et la tête de Perón. La police, massée dans les petites rues débouchant sur la Plaza, menaçait de disperser la foule, mais un jeune officier, se précipitant au balcon du Cercle,

Extrait de la publication

promit dans un élan mélodramatique que lui et ses camarades étaient prêts, le cas échéant, à se mettre à la tête de la foule pour attaquer la police. « Viva! Viva! A bas Perón! » hurlait la foule.

Plus tard, alors qu'au moins 50 000 *porteños* se trouvaient réunis sur la Plaza, l'amiral Vernengo Lima, nouveau ministre de la Marine, sortit sur le balcon pour promettre au nom du Président... « Nous n'avons pas de Président! » interrompit la foule. « A la porte Farrell! A bas Perón! »... la formation d'un nouveau cabinet... « Un cabinet civil! » hurla la foule... d'un cabinet civil et la punition des responsables de la situation, Perón tout le premier! « A mort Perón! A mort Perón! »

La nuit tombée, la foule attendait toujours la réalisation des promesses : un nouveau cabinet et l'arrestation de Perón. Tout à coup le clairon sonna, la police ouvrit le feu et chargea. Les hommes et les femmes qui se précipitèrent à l'abri des portes cochères, des bancs de pierre et des acacias de la Plaza, ainsi que le jeune médecin abattu dans le dos alors qu'il s'agenouillait pour soigner un blessé, ceux-là eurent leur réponse, la véritable réponse d'une dictature militaire [3].

La chute de Perón

Cependant, le 12 octobre, Perón est déjà renversé. Les officiers du Campo de Mayo — la garnison de Buenos Aires —, sensibles à la conjoncture mondiale, pressés par les dirigeants de l'opposition, émus par une tentative de soulèvement militaire en province, ont imposé au président Farrell le renvoi de Perón.

Le colonel Juan Perón, vice-président, ministre de la Guerre, secrétaire au Travail et au Bien-Etre, président du Conseil de l'après-guerre, qui fut l'homme fort de l'Argentine depuis la révolution militaire du 4 juin 1943, a démissionné aujourd'hui, 9 octobre, de tous ses postes au gouvernement. (...) La chute soudaine du colonel Perón

 Extrait de la publication

a été provoquée par l'opposition des officiers de la base militaire du Campo de Mayo, qui se sont retournés contre lui; tous les appels de Perón au général Eduardo Ávalos, commandant de la garnison, sont restés vains. La nouvelle de la démission à peine connue, des manifestations se sont déroulées dans les rues de Buenos Aires; de nombreux citoyens exprimaient une joie extrême.

La démission n'implique pas nécessairement que le colonel Perón ait l'intention de se retirer de la vie publique. Au contraire, loin des fonctions gouvernementales, il pourrait préparer sa candidature, sinon plus librement, du moins plus légalement. Il faut rappeler, à cet égard, que les chefs de l'Armée et de la Marine, lorsque le président Farrell les consulta, exigèrent implicitement la démission du colonel Perón. De toute évidence, Perón a des ambitions présidentielles. Dans un discours récent, il a admis qu'il avait de l'ambition, mais l'ambition de donner aux ouvriers et aux paysans argentins des avantages économiques et sociaux. En cette occasion, il a surpris bien des gens en employant ces mots — « mon peuple » — pour parler de la nation argentine; comme aurait fait un roi ou un empereur. De nombreux Argentins ont désapprouvé l'initiative en déclarant : « Nous ne sommes le peuple de personne. »

On suppose que la démission du colonel Perón dénouera la crise des relations entre l'Argentine et les Etats-Unis; en effet, malgré la censure imposée par l'état de siège, on commence à prendre conscience, à Buenos Aires, de l'extrême gravité de l'impasse diplomatique. Si aucune mesure ne vient, très bientôt, améliorer la situation, le sang coulera inévitablement. Personne ne connaît l'importance du soutien dont le colonel Perón peut bénéficier auprès des travailleurs; lui-même s'est vanté, à l'occasion, de disposer de quatre millions d'ouvriers prêts à mourir pour lui. On sait, d'autre part, que les possédants argentins le détestent [4].

Pendant une semaine, du 9 au 16 octobre, l'Argentine vit dans la plus grande confusion politique. Si Farrell demeure président, il n'a pas la réalité du pouvoir. Le

Extrait de la publication

gouvernement ne compte plus que deux ministres, le général Eduardo Ávalos à la Guerre et l'amiral Vernengo Lima à la Marine, qui viennent de renverser Perón. Pour rentrer dans la légalité constitutionnelle, le président en titre et les nouveaux « hommes forts » du régime négocient la formation d'un cabinet civil avec le procureur de la Cour suprême. Mais ce magistrat traditionnel perçoit mal le caractère explosif de la situation et n'avance qu'à pas très lents dans ses consultations. L'opposition croit avoir remporté la victoire; elle se lance dans la rue et découvre avec stupeur que l'état de siège subsiste, que les manifestations sont toujours réprimées durement et que l'armée apprécie peu les débordements antimilitaristes.

« Je m'en vais au diable... »

Quant à Perón, il s'imagine un temps mener sa campagne présidentielle hors du gouvernement. Il conserve des atouts dans son jeu : il garde sa liberté; il a des amis dans les ministères, dans les forces armées et dans la police; et surtout il jouit d'une popularité considérable auprès des masses. Le 10 octobre, à l'occasion d'un discours d'adieu devant le secrétariat au Travail, il réussit à convaincre les militants syndicaux que son élimination signifiera la fin des mesures sociales prises depuis deux ans. Mais le 12 octobre, Perón est arrêté et conduit à Martín-García, l'île-pénitencier du Rio de la Plata. Prisonnier, isolé, vaincu, il s'effondre et perd tout espoir. Ses lettres à son ami Mercante montrent qu'il ne songe plus qu'à prendre sa retraite, épouser Evita et élever des moutons en Patagonie.

Ile Martín-García, 13 octobre 1945

Mon cher Mercante,

Me voici installé ici, sans moyen de communiquer avec l'extérieur, malgré la parole d'honneur qu'ils m'avaient donnée en votre présence. L'*Indépendance* m'a conduit jusqu'à l'île; et quand je suis arrivé, j'ai su ce que valait

 Extrait de la publication

une parole d'homme! Quoi qu'il en soit, j'ai ce que les autres n'ont pas : un ami fidèle et une femme qui m'aime, et que j'adore. En fait, mon pouvoir est plus grand que le leur car je peux agir sur des millions de cœurs simples.

Depuis qu'ils m'ont emprisonné, je pense sans cesse à ce qui peut arriver si les ouvriers se décident à faire grève, malgré mes recommandations. Je ne vous demande pas de venir parce qu'ils ne vous autoriseraient pas à me voir : voilà l'interdiction qu'ils m'ont signifiée. J'ai écrit au général Farrell pour lui demander d'accélérer les formalités de mise à la retraite de l'Armée que j'ai sollicitée. Faites-moi l'honneur de vous occuper de ce problème pour qu'on en finisse une fois pour toutes. Si le général Farrell s'en occupe, je pourrai partir immédiatement. J'ai bien obtenu la retraite du lieutenant-colonel Duco en moins d'un jour!

J'écris aujourd'hui même à Evita pour lui demander une radio afin de ne pas rester isolé. Elle peut l'envoyer par le bateau qui fait le service du port de Buenos Aires jusqu'à l'île. Le colonel Job peut lui indiquer comment faire. Ecrivez-moi pour me tenir au courant car ici nous n'avons que les journaux qui arrivent avec un peu de retard. Essayez avec Subiza de régler mon cas sur le plan légal, puisque je n'ai commis aucun délit ni civil ni militaire. Je suis sans doute à la disposition du Pouvoir Exécutif, mais après tout, j'ai les mêmes droits qu'un autre à la protection de la loi...

... Certains ont cru que « j'allais m'échapper »; cela m'a fait sourire. Ils sont vraiment trop naïfs! Si j'avais voulu fuir, j'avais des amis dans une dizaine d'ambassades qui étaient prêts à m'accueillir les bras ouverts. Ils oublient que je suis un « vrai soldat »; si je n'avais pas voulu me livrer, je ne me serais pas comporté de cette manière. Je suis surtout satisfait de n'avoir pas fait tuer un seul homme pour ma cause, d'avoir évité toute violence. Maintenant je n'ai plus les moyens d'éviter la violence et j'ai très peur qu'il arrive quelque chose de grave. De toute façon, j'ai la conscience tranquille : quand je pouvais agir, j'ai évité la violence; aujourd'hui, sans pouvoir, je ne peux plus rien faire.

Extrait de la publication

Ce qui m'ennuie, c'est que je ne réussis pas à dormir. Après deux années de tension extrême, mes nerfs sont à bout et ils commencent à me lâcher. Mais je pense retrouver peu à peu mon calme. Je vous recommande surtout Evita car la pauvre petite a, elle aussi, les nerfs brisés; et je m'inquiète pour sa santé. S'ils me donnent la retraite, je me marie et je m'en vais au diable.

Saluez tous les amis pour moi, en particulier ceux qui se disent « péronistes ». Dites-leur que je suis en train d'acquérir la seule chose qui me manquait pour compléter ma personnalité : jusqu'à maintenant je n'avais jamais eu l'occasion « d'être la victime ». On apprend tout dans la vie, même s'il en coûte des sacrifices douloureux comme celui-ci.

Un grand salut.

Perón [5].

Le 17 octobre

Alors, quand tout semble perdu, quand Perón désespère, c'est l'événement du siècle : le 17 octobre 1945, les masses font irruption dans l'histoire argentine. La chute du secrétaire d'Etat au Travail a laissé planer une menace sur les organisations syndicales; son discours d'adieu, retransmis à la radio, a été interprété dans les foyers ouvriers comme un appel à la lutte. Quelques jours plus tard, pressée par Mercante, Reyes et d'autres fidèles de Perón, la Commission confédérale de la C.G.T. décide, à une faible majorité — 21 voix contre 19 —, une grève générale de vingt-quatre heures pour le 18 octobre. Dans son communiqué, la centrale syndicale appelle à la défense des conquêtes sociales, du niveau de vie, des libertés publiques, sans mentionner pourtant le nom du leader déchu.

Mais spontanément, sans répondre aux consignes des partis, des syndicats ou de Perón lui-même, les masses interviennent. Le 17 octobre, des banlieues de Buenos Aires montent des milliers et des milliers d'hommes et de femmes qui crient inlassablement : « Nous voulons Perón. » Le témoignage d'un syndicaliste, Angel Perelman, permet de comprendre d'où jaillit ce fleuve humain.

Extrait de la publication

17 octobre 1945 :
les masses portent Juan Perón au pouvoir.
Adulé, puis rejeté, il va pendant dix ans
bouleverser l'Argentine; pour plus longtemps
encore, il lui laisse un langage politique,
une mythologie, un espoir.
Qu'est-ce que le péronisme?
Une doctrine : le justicialisme; une réussite
personnelle : celle du Lider et d'Evita.
Mais aussi la réponse complexe et contradictoire
aux problèmes posés par la croissance
convulsive d'un pays jeune. L'aventure
péroniste prend, vingt ans plus tard
–après un dernier échec aussi, et la mort
du vieux chef– son vrai sens :
entre fascisme et socialisme, les textes essentiels
dessinent pour l'histoire la figure ambiguë
d'un bonapartisme latino-américain.

ARCHIVES
GALLIMARD
JULLIARD

Collection d'inédits
au format de poche.

Extrait de la publication